

DOCUMENT DE PLAIDOYER

1. Le contexte avec tous les aspects concernant la petite enfance - dont référence au country profile - Pour info, ci-attachée une version 'close to final'

"Investir dans l'accueil des jeunes enfants est gage de développement harmonieux et réussite éducative et contribue à réduire les inégalités sociales" Mariya Gabriel, Commissaire Européenne à l'éducation, la culture, le multilinguisme et la jeunesse

À l'heure où la Commission européenne vient d'adopter (le 14 juin) la première stratégie globale sur les droits de l'enfant, la Campagne *First Years First Priority* interpelle le gouvernement français, qui présidera le Conseil de l'Union Européenne à partir du 1er janvier 2022. Notre pays doit devenir exemplaire et se doter à son tour d'une politique de l'enfance durable, pleinement fondée sur la prise en compte de l'intérêt supérieur des enfants, et plus particulièrement des jeunes enfants : dès les 1000 premiers jours ! Les études en neurosciences se multiplient, et mettent en évidence l'importance d'expériences positives au cours de la petite enfance, pour un développement global harmonieux tout au long de la vie. Durant les toutes premières années de la vie, plus de 200 000 connexions neuronales se forment par minutes sur les 1000 premiers jours¹. Nous savons aujourd'hui que de nombreux problèmes de santé publique rencontrés à l'âge adulte sont liés aux expériences vécues au cours des 1000 premiers jours.

La campagne *First Years First Priority* appelle les gouvernements à adopter des politiques multisectorielles, et à s'assurer que le développement de la petite enfance soit pris en compte dans l'ensemble des politiques en lien avec la protection et le bien-être des jeunes enfants.

Au sein de l'Union Européenne, 1 enfant sur 4 environ grandit actuellement en étant à risque de pauvreté. L'Europe développe des mesures sociales pour tenter de répondre à ces enjeux, mais les pays membres, et particulièrement à travers la campagne européenne *First Years First Priority*, se doivent de soutenir le développement de telles mesures à l'échelle nationale.



La campagne européenne *First Years First Priority* soutient l'importance d'investir dans la petite enfance, et plus particulièrement en direction des publics les plus vulnérables. Elle se base sur 6 piliers principaux pour mener à bien ses actions qui seront appuyés par la société civile. En effet, la société civile se mobilise de plus en plus autour de la petite enfance, et appelle en Juin 2021 à un grand débat national sur la situation et le statut des enfants. La campagne reconnaît donc l'implication de la société civile pour faire reconnaître l'importance des 1000 premiers jours, dans une approche holistique incluant

¹ Rapport des 1000 jours

l'éducation, la santé, la protection maternelle et infantile et le soutien à la parentalité à tous les publics quel que soit le milieu social et économique.

La campagne appelle les gouvernements à faire de la lutte contre la pauvreté une **priorité nationale**, avec des approches intégrées multisectorielles et des plans d'action complets qui soutiennent les enfants et les familles dès le départ. Nous avons besoin d'augmenter les investissements publics dans les services et le soutien à la petite enfance.

Au cours des dernières années, la France a progressé dans la mise en œuvre de politiques de développement de la petite enfance. Nous prenons de plus en plus conscience de l'importance des 1000 premiers jours de vie, notamment avec la parution en septembre 2020 du rapport des 1000 premiers jours. Des mesures ont ainsi été adoptées pour assurer la continuité du développement des enfants, une transition de qualité vers l'école. La France s'est par exemple engagée à ouvrir 30 000 nouvelles places de crèche d'ici 2022 dans le cadre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté².

Cependant, les enfants de 0 à 3 ans ne sont que très représentés dans les politiques actuelles et très peu d'actions s'adressent spécifiquement aux enfants en situation de vulnérabilité. Or, d'après Rapport stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022, 500 000 enfants de - 3 ans vivent sous le seuil de la pauvreté en France.³ Ce chiffre est en constante augmentation, et ne devrait pas ralentir avec la crise sanitaire que nous connaissons.

La campagne appelle à accroître les investissements dans des mesures qui renforcent les familles confrontées à l'adversité, afin de soutenir les parents et tuteurs dans leur rôle principal de dispensateurs de soins primaires aux jeunes enfants. Elle appelle également au développement d'options de prise en charge alternative qui offrent un environnement sûr et aimant aux jeunes enfants, si possible au sein de la famille biologique de l'enfant.

L'investissement dans la petite enfance se limite à son éducation et à son accueil, alors qu'une approche globale et multisectorielle du développement de l'enfant est incontournable. Un investissement social massif est nécessaire pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il est urgent d'agir pour faire de l'investissement dans le développement de la petite enfance une priorité dans chaque pays en vue d'atteindre les objectifs du Programme 2030. Cet investissement est un moyen relativement peu coûteux de promouvoir une prospérité partagée et une croissance économique inclusive, de renforcer l'égalité des chances et d'éradiquer l'extrême pauvreté : le retour sur cet investissement peut atteindre 130 %⁴. Nous ne devons laisser aucun enfant de côté, et accompagner les populations les plus vulnérables.

² *Stratégie Nationale de Prévention et de lutte contre la pauvreté*,
https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/strategie_pauvrete_vfhd.pdf

³

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_de_presse_-_strategie_nationale_de_prevention_et_protection_de_l_enfance_vf.pdf

⁴ Rapport des 1000 jours

Celles-ci incluent les enfants en situation de handicap, les enfants migrants et réfugiés, les enfants roms et voyageurs, les enfants à risque ou en situation de pauvreté/exclusion et ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté.

Les membres de la campagne First Years First Priority défendent le droit à un soutien social et à l'accès à des services essentiels et de bonne qualité pour tous.

La campagne appelle à l'accès universel à des services de qualité pour les mères, les nouveau-nés et les soins de santé, y compris la planification familiale et les soins prénatals et postnatals, et apportant une attention particulière aux groupes les plus marginalisés ; les femmes roms, celles qui vivent dans la pauvreté, les sans-abri, les réfugiés, les femmes migrantes et les sans-papiers.

Ensemble, veillons à ce que des services d'éducation de la petite enfance de haute qualité soient accessibles et abordables pour toutes les familles et les jeunes enfants, avec une main-d'œuvre bien qualifiée, appréciée et soutenue, capable de soutenir efficacement les enfants les plus défavorisés. Pour ce faire, nous devons poursuivre nos efforts dans la continuité des actions déjà mises en place notamment à travers le Plan Pauvreté (exemple : facilitation de l'accès aux EAJE pour les enfants issus de familles vulnérables). De la même manière, de futures actions lancées par l'adoption de la Garantie Européenne pour les enfants catalysent une plus grande attention et un investissement public dans le développement de la petite enfance, avec des mesures spécifiques pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dès les premières années de la vie.

La période de la campagne (2020 à 2024) s'inscrit donc dans un momentum unique, qu'il est impératif de saisir son objectif d'assurer un départ équitable pour chaque enfant en Europe s'aligne sur plusieurs priorités de l'UE : le plan d'action sur le pilier européen des droits sociaux proposé par la Commission Européenne; la garantie européenne pour l'enfance lancée en mars 2021 ; et la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant (2021-2024) également lancée par la Commission européenne. Il existe plusieurs autres programmes politiques prioritaires initiés par la Commission Von Der Leyen (2019-2024), qui auront un impact sur les politiques et les investissements dans le développement de la petite enfance. Celles-ci incluent une stratégie pour les droits des personnes handicapées (2021-2030), un cadre stratégique de l'UE pour les Roms (2020-2030), un plan d'action de l'UE contre le racisme (2020-2025).

- pourquoi la société civile :

<https://www.oecd.org/fr/cad/examens-pairs/12%20Lessons%20Partenariat%20FRE%20WEB.pdf>

Intégrer la société civile dans les décisions politiques présente de nombreux avantages dans l'élaboration et l'adoption de mesures nationales. Les organisations de la société civile (OSC) sont des partenaires stratégiques pour les décideurs politiques, dans la mesure où elles sont en lien direct avec le terrain et les bénéficiaires.

Lors de l'élaboration des politiques, consulter les OSC permet d'être au plus près des besoins des bénéficiaires, et donc d'assurer le développement de réponses effectives à leurs besoins. Les inclure renforce le lien avec la société et permet de veiller à ce que les besoins des parties prenantes coïncident. Pour cela, la stratégie partenariale doit également comprendre la définition d'objectifs clairs et mesurables, pour des actions cohérentes.

Dans l'application des mesures ensuite, les OSC sont un allié important pour les pouvoirs publics, car un lien particulier les lie aux bénéficiaires. S'appuyer sur les OSC leur permet de faciliter la compréhension et l'appropriation de chaque mesure développée. Il s'agit d'un levier important, garantissant une sensibilisation massive de la population, par la démultiplication des actions sur le territoire. Les OSC se font ainsi relais des stratégies adoptées à l'échelle nationale, et peuvent assurer leur adaptation locale. Également, elles peuvent partager les retours concrets des bénéficiaires et ajuster les mesures au besoin.

Expertises, ressources financières et réseaux/partenaires sont complémentaires et nécessaires pour une mise en place globale et adaptée des politiques publiques. Chaque partie soutient l'autre, en la nourrissant de ses expériences, connaissances et moyens.

(A l'instar des modèles nordiques, ou encore de l'Australie, dans quelle mesure pouvons-nous tendre vers une politique claire et transparente de collaboration avec la société civile ?)

FYI :

La stratégie du **Danemark** relative à la société civile (Civil Society Strategy, MAE danois, 2008) constitue un modèle pour les autres donneurs.

L'objectif global à long terme de cette stratégie, qui découle de la stratégie danoise pour le développement, est de contribuer au développement d'une société civile forte, indépendante et diversifiée dans les pays en développement. Dans cette optique, la stratégie définit neuf objectifs stratégiques allant de l'encouragement d'un dialogue actif et ouvert aux niveaux national et international à une action ciblée sur les droits et les résultats. Fait révélateur, elle comporte un chapitre analytique consacré aux difficultés rencontrées par la société civile. Les autres chapitres portent sur les différents types d'organisation et les rôles divers que joue la société civile ; les principes opérationnels qui régissent l'aide danoise ; l'examen des différents types de modalités/mécanismes de coopération grâce auxquels est dispensé le soutien ; l'ancrage populaire et les activités d'information assurées par les OSC ; et enfin, la façon dont la stratégie sera mise en œuvre.

La Politique menée par la **Suède** pour soutenir la société civile dans les pays en développement dans le cadre de la coopération pour le développement (MAE suédois, 2009) est un autre exemple de bonne pratique. Elle fixe en effet des objectifs de soutien à la société civile en rapport avec les divers rôles endossés par les OSC, la lutte contre la pauvreté dans différents secteurs, aux processus politiques, à la confiance, au renforcement des capacités et aux contextes dans lesquels les OSC travaillent. Cette politique répertorie en outre différentes formes de soutien et détermine une répartition des tâches et des responsabilités.

Conformément à la politique d'aide de l'**Australie** (AusAID, 2012a), l'agence australienne de coopération pour le développement (AusAID) doit déterminer comment l'Australie peut travailler plus efficacement avec les OSC afin de renforcer l'impact de l'aide pour les populations les plus pauvres de la planète. Le document de l'AusAID intitulé Civil Society Engagement Framework (AusAID, 2012b) définit le rôle de la société civile dans le processus de développement et présente les types d'organisation avec lesquels l'agence prévoit de travailler, ainsi que les principes directeurs, les mécanismes de soutien et les changements prévus quant à son engagement avec les OSC.

**2. Les enjeux prioritaires (non pas de chaque membre mais consolidés par cross-thematic)
+ accompagné de preuves et d'exemples /témoignages – à faire en Juin.**

L'approche dominante "en silo" entraîne des failles/synonyme? dans la réponse apportée aux besoins de tous les jeunes enfants et leurs familles.

3. Les solutions/recommandations/priorités d'action (consolidés par cross-thematic ou par cible de bénéficiaires et/ou cibles de destinataires du document de plaidoyer) – à faire en Juin.

DOCS ISSA

- **Council recommendation** : EU Member States to adopt an ambitious and comprehensive Council Recommendation for a Child Guarantee that includes access to quality essential services for children from their earliest years, and their families
- **Plan d'action** : EU Member States to develop integrated, holistic and inclusive national Child Guarantee action plans, with increased resources (from national budgets and EU funding) that include increased support and investment in early childhood development, especially for the age group from birth to 3 years of age. This must include targeted measures with a focus on vulnerable children, such as Roma and Traveller children, children with disabilities, migrant and refugee children, children at risk of entering, or in, alternative care, and those living in extreme poverty.

Advocacy documents:

-  Stories & testimonials
-  Policy briefings with recommendations, for EU and national target audiences
-  Case studies of effective ECD policies and programmes/good practices at national/local level (some already available, more to be developed)
-  Counter-arguments for any opposition to EU support for ECD (finalised)
-  Other – we can be creative

Engagement of stakeholders:

-  Face to face/on-line meetings with advocacy targets

-  Participation in conferences and on-line events
-  Letters with policy recommendations
-  Input to parliamentary debates, reports & resolutions, use of parliamentary questions
-  Responses to consultations
-  Discussions with civil servants
-  Use of media
-  Effective communication & consistent messages (see FYFP Comms Strategy)